



Supplément gratuit au Monde libertaire n°1661

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste

Casse sociale et coups de matraques

EDITORIAL

« Vous pensez que seuls les anarchistes participent aux émeutes? J'ai vu des gens de 70 ans casser la vitrine d'une banque avec leur parapluie. » Ainsi s'exprime Kristina, habitante d'Athènes. Quand la ville s'enflamme, le pouvoir veut, comme d'habitude, nous faire croire que seule une poignée de casseurs nécessairement anarchistes y sèmeraient « la terreur ». Bien entendu, il n'en est rien. C'est le peuple, soulevé, qui refuse de se résigner et passe à l'offensive. Les rues d'Athènes résonnent désormais du fameux cri, « qu'ils s'en aillent tous ! ». Cette injonction, reprise en chœur sous des formes diverses mais sur toutes les rives de la Méditerranée, nous l'entonnerons, pareillement, à Paris, Madrid, Berlin, Londres, Bruxelles ou Rome, d'ici peu. Car la Grèce n'est jamais qu'un genre de banc d'essai, un test des capacités de résistance des peuples face à la déferlante antisociale, laquelle emporte sur son passage les pauvres digues censées les protéger un tant soit peu du désastre. Le tsunami de la « crise » – une crise dont le nom véritable est : offensive finale du Capital contre tout ce qui pourrait contraindre sa voracité sans limites –, est en passe de dévaster l'Europe. Face à lui, ce ne sont pas de bulletins de vote dont nous avons besoin, encore moins de politicards qui, tous, ont abdicqué devant la soi-disant toute puissance de la finance. À l'instar des retraités d'Athènes, ce dont nous avons besoin, c'est de l'esprit de révolte et de la belle énergie qui, toujours, l'accompagne !



LE REDOUX RELATIF affecte-t-il le mouvement social? Comme il se conjugue avec les ressacs fétides de la présidentielle à venir où les « boules puantes » se mêlent aux diatribes politiciennes qui font rire les chroniqueurs des magazines.

Pourtant, pas tout à fait dans les couloirs mais presque, des choses se trament contre le monde du travail. Comme le président de la République met les bouchées doubles avant la prochaine échéance électorale, ça avance dans les négociations entre syndicats et patronat pour « ouvrir la voie à plus de flexibilité pour des accords dans l'entreprise ».

On s'y perd (et c'est voulu!) entre ce qui est voté à l'Assemblée nationale, au Sénat et ce qui est négocié au niveau syndical, par branche ou dans l'entreprise. Des textes et des lois sont adoptés dans les différents aquariums mais pas les décrets d'application nécessaires, ce qui permet au patronat de dénoncer des accords. Et, en fin de compte, c'est le Code du travail qui est détruit peu à peu.

Avec la crise, le patronat voit la voie ouverte pour exiger toujours plus. L'Assemblée a déjà œuvré maléfiquement en votant une loi qui autorise les entreprises à imposer la « souplesse » du travail en se passant de l'avis des

salariés. En attendant, syndicats et patronat sont en négociations.

Pourtant, la chose semble claire, comme le déclare la CGT : « Nous n'accepterons pas une nouvelle déréglementation du droit du travail. On veut toucher au temps du travail, au salaires, aux emplois. La crise a bon dos dans cette affaire! On va être très attentifs à ce que va proposer le Medef. On sait que le patronat n'a jamais accepté les trente-cinq heures. À l'approche de la présidentielle, il veut en profiter pour toujours plus de flexibilité. » Certes, me direz-vous, tout syndicat digne de ce nom aurait dû faire la même déclaration! Mais pour les pouvoirs publics, diviser pour régner est chose facile puisque une grande partie du boulot est fait par les « partenaires sociaux » eux-mêmes. Et si jamais la grève se fait sentir, on laisse les travailleurs en lutte se faire matraquer par la police, éternel serviteur du Capital dont elle garde les privilèges. La récente répression de la grève des marins de la SNCM à Marseille en témoigne.

Alors, rêvons un peu et espérons un front syndical de refus de négociation. Cela vaudra mieux que de faire des plans sur la comète autour de la mobilisation du 29 février. Pour fêter le printemps, il faudrait que d'autres forces se coordonnent!

Torrent Impétueux

**Police partout
Justice nulle part**



Fédération anarchiste
145, rue Amelot - Paris 11e

Pour les infos sur les autocollants, rendez-vous page 6 !

Les peuples contre la finance

EN EUROPE, les plans d'austérité se succèdent, votés par les «représentants» des peuples, mais rejetés par ces mêmes peuples qui décidément ne veulent pas comprendre qu'il s'agit de les sauver. La contestation est montée d'un cran dans trois pays du sud: Grèce, Portugal et Espagne. En Grèce, les rassemblements devant le Parlement sont devenus habituels et se transforment la plupart du temps en affrontements extrêmement violents avec les forces policières, comme on a pu le voir ces dernières semaines. Il faut reconnaître qu'en matière d'austérité, le peuple grec a été largement servi; un énième plan de rigueur prévoit une réduction de 22 % du salaire minimum garanti ainsi que des coupes dans les pensions de retraite, sans oublier évidemment de nouvelles suppressions d'emplois dans la fonction publique. Autant de décisions jugées «douloureuses, arrachées au gouvernement par ses créanciers»: il ne s'agit pas d'une déclaration d'un opposant radical mais du secrétaire d'État au Travail, Iannis Koutzoukos, qui a présenté sa démission pour protester contre ces mesures imposées par ces créanciers, c'est-à-dire la troïka Union européenne-BCE-FMI. Ça n'a pas empêché le Parlement grec aux ordres de cette troïka d'adopter ces mesures douloureuses, par crainte qu'un refus ne provoque un «chaos économique et une explosion sociale». Pour ce qui est d'une explosion sociale, les parlementaires n'avaient qu'à regarder par la fenêtre pour voir ce que pensait d'eux ce peuple qu'ils sont censés représenter: 100 000 manifestants à Athènes exprimant leur colère et leur rejet des nouvelles mesures votées pour «leur bien».

On reste dans le sud, mais on part au Portugal où les mêmes causes produisent les mêmes effets: à Lisbonne, la plus grande manifestation de ces trente dernières années s'est déroulée: 300 000 personnes dans la rue pour crier «Non à l'exploitation, non aux inégalités, non à l'appauvrissement». Dans la foulée, la restructuration des transports publics prévoyant une augmentation de 50 % du tarif du métro à Lisbonne a débouché sur une grève générale dans ce secteur. La même troïka que pour la Grèce (FMI, BCE, UE) veut imposer au gouvernement portugais les mesures d'austérité devant sortir le pays de la crise. Comme à chaque fois, les solutions avancées consistent à augmenter les taxes et les impôts, à baisser les prestations sociales, à procéder à des coupes budgétaires dans les services publics... Le tout accompagné d'une attaque frontale contre le Code du travail, en déréglant notamment les horaires (on appelle ça flexibilité), voire en supprimant des jours de congés (on appelle ça compétitivité).

Passons la frontière pour nous rendre en Espagne. En vue de la nouvelle «réforme» du travail présentée par l'actuel gouvernement de Mariano Rajoy (Parti populaire – de droite), les syndicats institutionnels (CCOO et UGT) se



sont enfin décidés à lancer un appel à manifester le 19 février. Il faut dire que cette «réforme» vise tout simplement à démanteler le droit du travail. Là aussi, il s'agit de mesures préconisées et imposées par le FMI et la BCE. Mariano Rajoy s'était laissé aller à déclarer (en off, comme on dit dans les milieux autorisés): «Cette réforme va me coûter une grève générale.» Il va sans doute l'avoir. En effet, ladite réforme prévoit une baisse des indemnités de licenciement pour les salariés, et une déduction fiscale de 3 000 euros pour les entreprises en cas de première embauche d'un jeune de moins de 30 ans (on a déjà vu l'inefficacité de cette mesure en France). Autre point: le chômeur retrouvant du travail (bel optimisme) pourra conserver 25 % de son allocation, qui s'ajoutera à son salaire pendant un an. Avec un taux de chômage de 23 % et un salaire minimum garanti de 641 euros, c'est plutôt mal parti pour les travailleurs espagnols. Le gouvernement Rajoy, lui, ne veut voir qu'une «avancée» permettant à l'Espagne de se hisser au niveau de l'Union européenne en renforçant la compétitivité des entreprises (refrain entonné chez nous par Nicolas Sarkozy).

Des économistes, analystes et experts financiers (il y en a plein là-bas aussi) jugent insuffisantes les mesures annoncées et conseillent au gouvernement d'autoriser les employeurs à ne pas tenir compte des accords collectifs de branche par temps de crise. Autant dire *ad vitam aeternam* tant que le capitalisme existera. Les indemnités en cas de licenciements non justifiés seront réduites de quarante-cinq à trente-trois jours et même à vingt jours s'il s'agit de licenciements économiques, et pour faire bonne mesure la période d'essai en cas d'embauche sera portée de six à douze mois. Rajoy lui aussi déclare que ces mesures seront insuffisantes. Non seulement elles ne suffiront pas pour faire diminuer le chômage, mais ce dernier continuera d'augmenter tout au long de l'année 2012. Cette «réforme» accentue la spoliation

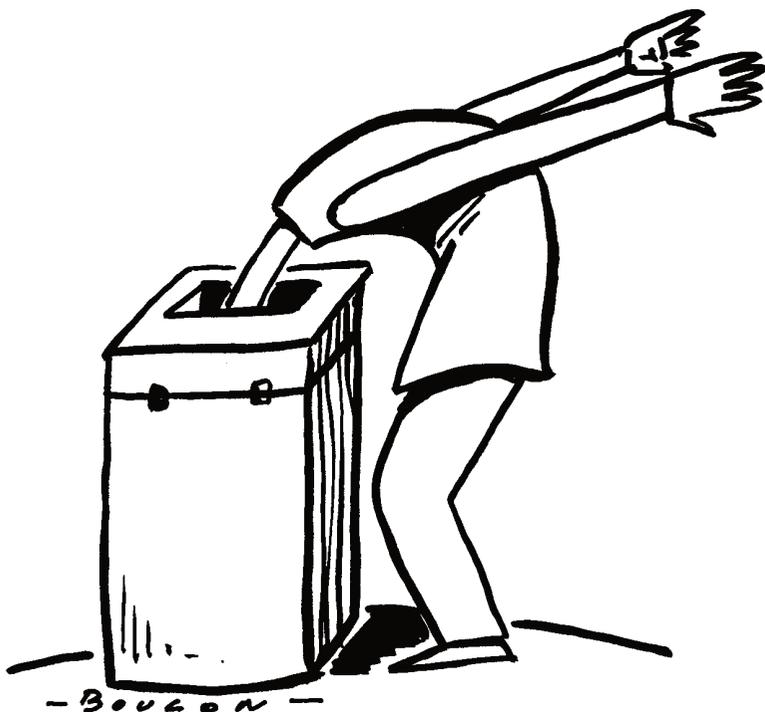
des droits du travail encore en vigueur en Espagne, et privilégie un seul type de droit: celui du patronat. Toutes ces mesures renvoient lentement mais sûrement aux anciens temps où ce patronat imposait ses conditions et réprimait violemment toute protestation et tentative d'organisation de la classe ouvrière. La stratégie du capital est la même sous toutes les latitudes (et pas seulement dans le sud de l'Europe): baisse des salaires, dérégulation des conditions de travail, remise en cause des conventions collectives, du Code du travail, etc. Bref, c'est un retour annoncé à la précarité type XIX^e siècle, à la toute-puissance du patron face à des travailleurs isolés ou mal représentés par des syndicats ayant perdu leur raison d'être: amélioration des conditions de vie des travailleurs dans l'immédiat, et organisation de la société en vue de l'abolition du salariat, devant mener – en ce qui nous concerne – au communisme libertaire.

Ce que les médias et les «experts» au service des possédants nous martèlent et veulent nous enfoncer dans le crâne est évident: la crise (leur crise) remet tout en question (sauf leurs bénéfices). Tous les droits des travailleurs, leurs salaires, leurs conditions de travail, sont à revoir (à supprimer). Tout pour les exploités, rien pour les exploités. Depuis des années (surtout les trois dernières), les pseudo-représentants des travailleurs, c'est-à-dire les centrales syndicales institutionnelles, ne sont même plus capables de faire autre chose que d'entériner les *desiderata* de la classe possédante. Cette fameuse crise n'est que le plus grand hold-up capitaliste jamais réalisé contre les prolétaires, et présenté comme une fatalité semblable à cette autre qu'on nous assène depuis la nuit des temps, qu'il y aura toujours des riches et des pauvres.

Ce spectaculaire retour en arrière que constituent tous les projets gouvernementaux doit pouvoir inciter les travailleurs à se dresser pour dire: Non, nous n'acceptons pas. Non, ceux qui veulent nous imposer ces décisions ne nous représentent pas. Non, les directions syndicales ne nous représentent pas non plus quand elles entérinent de prétendues réformes et quand elles ne proposent que des «journées d'action» qui ne sont que des enterrements de première classe de la colère des exploités (surtout pas d'appel à la grève générale illimitée!). Les temps sont durs? Ils vont empirer, pas besoin d'être devin pour dire ça. Les temps vont changer (comme dirait Robert Z.)? Ça ne tient qu'à nous, les exploités de partout et d'ailleurs. Le patronat veut nous ramener aux conditions d'exploitation du XIX^e siècle? Les organisations de classe des travailleurs retrouveront-elles l'esprit qui les animait à cette époque? Syndicats, conseils ouvriers, comités d'action, les outils ne manquent pas; à nous de les empoigner et au boulot!

Ramon

Cette démocratie directe n'est pas la nôtre !



IL PARAÎT que des « corps intermédiaires font écran entre le peuple et le gouvernement ». Le président de la République, candidat à sa réélection, a fustigé les « élites politiques, économiques, administratives » mais aussi « syndicales » considérées comme autant de parasites, lors de son premier meeting de campagne à Annecy.

Fort de cette découverte provisoire, il propose l'organisation de référendums sur des sujets aussi antidérapants que le traitement des chômeurs et celui des étrangers.

Le référendum ! Summum de la démocratie directe ! Du moins c'est ainsi qu'on nous sert le plat... Voyons un peu comment les questions nous seront posées : « Pour ou contre la grève qui vous prend en otages ? » ; « Pour ou contre les étrangers qui appartiennent à une civilisation inférieure ? » Etc.

C'est que nous avons eu, ces dernières années, une idée assez précise de la démocratie telle qu'elle est envisagée par les gouvernements successifs. Et l'odeur de cette démocratie-là rappelle de mauvais souvenirs...

Surtout, elle est aussi directe que la relation qui unit le patron d'une multinationale au grouillot qui bosse à la chaîne.

Référendum ou pas. D'ailleurs, on n'a pas oublié un certain rendez-vous de la « démocratie directe » sur la question de la Constitution européenne, dont le résultat n'a guère compté dans les relations entre gouvernants et gouvernés.

Question d'intérêts qui divergent. Les nôtres ne sont pas ceux de MM. Sarkozy et consorts. Et ceci est vrai pour ce gouvernement, ceux qui l'ont précédé, et ceux qui suivront. Et chaque jour qui passe, avec son lot de scandales, de drames humains, d'exploités jetés à la rue, d'enfants traqués parce que d'une couleur ou d'une nationalité qui fait tâche dans ce paysage néo-fasciste, chaque jour qui passe, donc, fait la démonstration de cette vérité née de l'autorité d'un petit nombre sur la masse que nous sommes.

« Pour ou contre l'émancipation des hommes et des femmes sur la planète ? »

Vous êtes pour ? Massivement pour ?

C'est bien. Vous pouvez retourner travailler.

Stéphane

Gruppe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

Autonomie syndicale

C'ÉTAIT IL Y A LONGTEMPS. Bien plus que ce que l'on appelle aujourd'hui le siècle dernier ou presque. Selon les concepts de Lénine (et d'autres !), le mouvement ouvrier était un enfant que les « adultes » – entendez par là les partis ouvriers – devaient mettre dans le droit chemin. Autrement dit, il devait se restreindre à être un marchepied pour l'accession à la conquête de l'État pour les tenants, tous azimuts, du socialisme par la voie parlementaire. Les « pauvres ouvriers syndiqués » n'étaient capables que d'accéder à un syndicalisme corporatif qui se résumait à améliorer le quotidien de la classe ouvrière. Pour le grand soir, il fallait voir autre part, du côté de l'avant-garde éclairée autoproclamée du prolétariat !

Quand on consulte les archives du mouvement ouvrier, on constate que, dans le mouvement syndicaliste de l'entre-deux-guerres, ceux qu'on déclarait à l'époque « réformistes » avaient au moins le sentiment ancré en eux que le syndicalisme devait être indépendant de toute visée politique. La suite a montré qu'une autre tendance avait pris les choses en mains.

À la Libération, de manière « caricaturale », la CGT mettait ses pas dans ceux du Parti communiste et Force Ouvrière oscillait entre tendances droitières et grèves. L'après-1968, quant à elle, avait vu émerger une autre voie avec une jeune CFDT qui, dans les discours, se réclama un temps de l'anarcho-syndicalisme...

Edmond Maire, secrétaire à l'époque de l'organisation syndicale, reprit les choses en mains en inventant le concept de l'« autonomie engagée », histoire de soutenir le PS. Quarante ans après, c'est le secrétaire annoncé sortant de la CGT qui nous refait le coup !

Le nouveau truc – « une CGT indépendante mais pas neutre » – ne fait pas recette. Cela a pourtant été annoncé via une interview à la NVO, magazine hebdo de la confédération sise à Montreuil. La CGT aurait-elle « décidé de se mêler de la campagne présidentielle » ? Non, déclare Bernard Thibault car « la CGT n'a pas de candidat à l'élection présidentielle. Nous sommes un syndicat qui réunit des adhérents et sympathisants de diverses sensibilités politiques ». On connaît la chanson. Si l'actuel locataire de l'Élysée est renvoyé à ses études, il faudra sûrement mettre la pédale douce sur les revendications et les grèves ? À nous toutes et tous d'affirmer quotidiennement l'indépendance du syndicalisme !

Jean-Pierre Germain

Haute-Savoie : No Gazaran

SAMEDI 11 FÉVRIER, à Saint-Julien-en-Genevois, 2 500 personnes se sont rassemblées par un froid glacial afin de s'opposer à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste en Haute-Savoie, à l'occasion du premier rassemblement des différents collectifs de la région Rhône-Alpes, sous le haut patronage de la région Rhône-Alpes et un an après la grande manifestation à Villeneuve-de-Berg qui avait réuni 20 000 personnes en Ardèche.

Cette fois-ci donc, l'ensemble des collectifs Stop Gaz de Schiste de Rhône-Alpes s'est réuni dans la ville de Saint-Julien-en-Genevois, petite ville de 11 000 habitants qui est directement concernée par le gaz de schiste avec le permis de Gex, permis accordé le 11 juin 2009 pour une durée de cinq ans à différentes compagnies pétrolières anglaises (eCorp, Eagle Energy limited et Nautical Petroleum PLC). Ce permis a été accordé sur une surface de 932 km² sur les territoires de l'Ain, de la Haute-Savoie et du Jura.

La journée a débuté par un meeting d'une heure et demie où se sont succédé plusieurs personnes du collectif et élus, et auquel assistait environ 600 personnes. Après une rapide introduction par le maire de la ville, c'est l'hydrologue Jacques Cambon qui a pris la parole et a rappelé ce qui a commencé comme « un conte de fées capitaliste » en expliquant qu'aujourd'hui, la seule technique possible pour l'extraction du gaz est la fracturation.

Qu'est-ce que la fracturation hydraulique ?

La méthode dite de fracturation consiste à forer un puits entre 2 500 et 4 000 mètres de profondeur renforcé par du béton, puis de faire exploser ce puits par endroits. C'est ensuite 10 000 à 20 000 m³ d'eau qui sont injectés sous pression dans le puits afin de créer des fissures dans la roche et de laisser passer le gaz, lui permettant de remonter à la surface par le puits. L'eau est mélangée à du sable et à de nombreux produits chimiques (plus de 500). Cette eau remonte ensuite à la surface, mais la fracturation de la roche peut également lui permettre de rejoindre les nappes phréatiques et les réserves d'eau potable. C'est donc toute une population qui risque d'être contaminée par ces forages. Malgré l'interdiction des fracturations hydraulique (par une loi du 13 juillet 2011), les compagnies pétrolières et de forage envisagent déjà de contourner ces lois, avec l'aide du gouvernement, comme lors du colloque du 17 janvier à Paris organisé par le club « Énergie et développement » réunissant ministre et multinationales.

Le meeting s'est poursuivi par l'intervention d'Elisabelle Bourgues, présidente de No Fracking France, d'Anne Marher, député du canton de Genève qui a fait un point sur la



situation de son pays, Alain Chabrol, vice-président du conseil général de Rhône-Alpes, qui a rappelé le besoin d'un débat sur l'avenir énergétique ainsi que la refonte du code minier. Le dernier intervenant aura été Jean-Louis Choppy, porte-parole du collectif Stop Gaz de Schiste Ardèche, qui a parlé de l'avenir du mouvement et a appelé au blocage des camions dès leur arrivée sur la zone. Des sentinelles seraient déjà en place pour surveiller une éventuelle activité sur les zones d'exploration. Malgré l'illégalité de ce procédé, il est légitime selon lui et il appelle à l'action physique, dans la non-violence toutefois.

Une conférence de presse d'une trentaine de minutes a été tenue par les membres du collectif à la suite de ce meeting. Les intervenants ont clairement demandé l'arrêt de la délivrance des nouveaux permis, et l'arrêt des permis en cours, et ont envoyé un message clair à Éric Besson et aux candidats aux élections législatives, leur demandant de prendre position clairement sur le sujet. En effet, ce sont déjà deux permis qui ont été accordés dans la région et quatre autres sont en cours d'instruction pour attribution imminente. Ces derniers concernent exclusivement notre région avec les permis de Blyes (01), Gex Sud (74, 01), Lyon-Annecy (68, 38, 73, 74) et Montfalcon (38, 69, 26, 07). En tout, ce ne sont pas moins de 10 000 km² de nos territoires en Rhône-Alpes qui seront impactés par cette industrie polluante et dévastatrice. Et en France c'est, après les 73 permis déjà accordés sur tout le territoire, encore 71 autres qui sont en attente de validation. Un point sur l'avenir du mouve-

ment a également été fait et, si nécessaire, il faudra selon lui faire « la guerre » aux compagnies de forage pour empêcher un désastre écologique.

C'est ensuite 2 500 personnes qui ont défilé énergiquement dans les rues de la ville (malgré une température de moins dix degrés) et ont rejoint la sous-préfecture. Quelques membres du collectif ont réussi à rencontrer le sous-préfet, qui a déclaré ne pas être assez compétent pour donner une réponse claire sur le sujet.

Au même moment, plusieurs personnes ont pris la parole (collectif et élus) et n'ont pas manqué de féliciter l'organisation de cette manifestation citoyenne, et dont la tête du cortège n'était occupée par aucun parti politique; élus de tous bords engagés dans cette lutte et partis politiques ayant leur place citoyenne au milieu du cortège. Il est important de rappeler que les collectifs Stop Gaz de Schiste sont apolitiques et qu'ils ne souhaitent la récupération d'aucun parti politique, en acceptant tout de même le soutien de tout bord, à l'exception de l'extrême droite.

De nombreuses soirées Gasland (projection du film suivie d'un débat) ont déjà été programmées dans le pays savoyard et continueront de plus belle afin d'informer et mobiliser les citoyens et les élus locaux dans tous les départements de Rhône-Alpes, région particulièrement touchée puisque sept départements sur huit sont sous l'attribution de permis d'exploration, transformables sans autre obligation en permis d'exploiter!

Rebillyon

Mon nom est personne

La cyberlutte des Anonymous

Depuis quelque temps, les Anonymous sont au centre de l'actualité. Le 26 janvier dernier, trois supposés Anonymous ont été arrêtés et mis en examen après une enquête de la DCRI, malgré le manque flagrant de preuves. On raconte à leur propos tout et n'importe quoi. Pour comprendre ce que représentent les Anonymous, une mise au point s'impose.

À l'origine : 4chan

En 2003, Christopher Poole crée 4chan, un forum divisé en de nombreuses sous-parties indépendantes et thématiques (des sciences à la pornographie). La plus célèbre et la plus visitée, /b/ « random », a une particularité : aucun thème défini et une modération qui se limite au respect des lois.

Aucune inscription n'est nécessaire pour poster un message sur 4chan, et le pseudo par défaut est : anonymous. Le forum est ainsi presque totalement anonyme. Ces caractéristiques fondent une identité collective qui nie totalement l'identité individuelle.

C'est dans la partie random que s'organisent les premières actions telles que la divulgation des informations personnelles d'un homme qui s'est filmé tabassant un chaton, l'intrusion massive à l'intérieur du jeu en réseau Habbo Hotel, ainsi que l'attaque de sites pédophiles.

De anonymous à Anonymous

En 2008, l'Église de scientologie diffuse puis censure une vidéo à destination interne. Mais elle refait surface, jusqu'à être diffusée sur 4chan. Pour certains habitués du forum, c'est une attaque directe contre la liberté d'expression, et c'est ce qui provoque la première apparition des Anonymous tels qu'on les connaît aujourd'hui, avec la symbolique toujours utilisée que l'on détaillera plus tard.

S'ensuit plusieurs attaques à l'encontre des sites de la scientologie qui les met hors service durant quelques jours. C'est aussi la première fois qu'ils apparaissent publiquement, dehors et masqués. C'est l'acte fondateur des Anonymous. Depuis, les actions se font de plus en plus nombreuses, dont la défense de Wikileaks, qui leur apporte une médiatisation sans précédent.

La symbolique des Anonymous

Ce qui réunit entre autres les Anonymous à travers le monde, c'est leur symbolique. Visuellement, le masque de V pour Vendetta, le costume sans tête. Aussi, ils signent toutes leurs interventions (communiqués, vidéos, etc.) par : « Nous sommes Anonymes. Nous sommes Légion. Nous ne pardonnons pas. Nous n'oublions pas. Redoutez-nous. » (« We are Anonymous. We are Legion.



A N O N Y M O U S

We do not forgive. We do not forget. Expect us.») Leurs interventions sont toutes structurées et codifiées (constat, expression de l'opposition puis appel à l'action).

Le fait d'utiliser la symbolique et de se revendiquer comme tel suffit à « être » un Anonymous (en faisant bien sûr une action par internet).

Comment opèrent-ils ?

La quasi-totalité des attaques d'Anonymous sont des attaques DDoS (Distributed Denial of Service), c'est-à-dire par déni de service distribué (saturer un serveur par un grand nombre de connexions simultanées). Ces attaques utilisent le plus souvent un logiciel libre, gratuit : LOIC. À chaque attaque, tous les ordinateurs possédant le logiciel sont utilisés pour se connecter au site. Parfois, mais plus rarement, les données personnelles de gens ou d'entreprises (des nazis, des policiers, des membres d'un site, etc.) sont divulguées.

Comment « classer » les Anonymous ?

Le fait que n'importe qui peut se revendiquer comme tel implique qu'il ne peut exister aucune classification globale des Anonymous.

Cependant, on peut identifier des axes communs aux Anonymous. Tout d'abord, la défense absolue d'un internet libre est ce qui les relie. Ensuite, une grande solidarité avec tous les hackers (et surtout eux), par delà les frontières. Enfin, bien entendu, toutes les actions ont un lien avec internet.

Depuis le « début », la fréquence des actions n'a cessé d'augmenter et il y a bien plus d'actions que celles relayées par les grands médias.

Comme actions emblématiques (mais aussi éclectiques), dans le désordre, on peut citer : l'attaque de Sony (avec divulgation des coordonnées personnelles), l'attaque des sites

pédophiles, l'attaque de sites nazis allemands, la divulgation de noms de policiers autrichiens, le soutien aux prisonniers politiques pendant la révolution tunisienne, jusqu'à plus récemment des attaques en série et massives contre les différents sites des ministères liés à la question du copyright.

Donc des actions de types différents, à l'image de ceux qui sont, comme leur nom l'indique, Anonymes.

Quelles perspectives ?

À court terme, force est de constater que la fermeture de MegaUpload a constitué un tournant dans la cyberlutte sociale, et qu'aujourd'hui, s'il est difficile de prévoir les suites, il est clair que la lutte des Anonymous est en croissance exponentielle et n'est pas près de s'arrêter.

Les moyens d'action des Anonymous sont (relativement) accessibles à tous, bien qu'illégaux la plupart du temps. On a vu des Anonymous soutenir des Indignés (et autres Occupy). Cependant, les Anonymous dans leur ensemble ne représentent pas une perspective révolutionnaire, et ne remplaceront jamais les luttes sociales. Sans compter que ce qui fait l'essence des Anonymous est l'absence d'organisation, de ce fait ils sont cantonnés à une lutte réformiste.

Néanmoins, jusqu'à présent, les Anonymous ont défendu des valeurs proches des nôtres, aussi il nous semble intéressant de suivre ce mouvement et de ne pas rester passif. Il est important de ne pas se contenter d'une posture de spectateur bienveillant, mais de nous comporter en force agissante au sein de ce mouvement.

Bali

Groupe Regard noir
de la Fédération anarchiste



Quelques rendez-vous à ne pas manquer sur le 89.4 Mhz

Jeudi 23 février

Chronique hebdo (10 heures). Invité Franck Poupeau, responsable de l'édition des cours du Collège de France de Pierre Bourdieu, de 1989 à 1992, sur l'État.

De rimes et de notes (12 heures) Francesca Solleville pour la sortie de son dernier disque.

Si vis pacem (18 heures) Démilitariser le Proche-Orient.

Entre chiens et loups (20 h 30) Émission du groupe Anartiste. La peinture de Robert Combas est-elle un figuration libre? Collectif d'expression artistique et libertaire.

Vendredi 24 février

For a Few Sixties More (09 h 30) Musique jamaïcaine des années soixante.

Les oreilles libres (14 h 30) Émission autour de Jean Pierre Bouyxou, avec la diffusion du document *Le machisme dans le cinéma X* sur la phallogocratie courante au sein de la pornographie industrielle.

Do you hack me? (16 heures) Le hacking sous toutes ses formes.

La grenouille noire (21 heures) Émission écolo-libertaire.

Samedi 25 février

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures).

Chronique syndicale (11 h 30).

Chroniques rebelles (13 h 30).

Bulles noires (17 heures) Romain Slocombe pour son dernier roman noir publié chez Fayard noir : *Shanghai connection*.

Dimanche 26 février

Tempête sur les planches (14 h 00) Avec de nouvelles têtes dans la danse contemporaine en Tunisie et au Congo (RDC). Peut-on danser la révolution du Jasmin? Les artistes ont-ils le droit à la parole à Kinshasa?

Restons éveillés! (00 heure) Libre antenne.

Lundi 27 février

Les Enfants de Cayenne (09 heures) Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Trous noirs (16 heures) Luttés sociales : Aziz participe activement aux grèves et révoltes populaires en Tunisie, il soutient les pratiques autogestionnaires et est l'un des initiateurs d'un mouvement libertaire qui s'étend aussi en Égypte et en Syrie.

Mardi 28 février

Idéaux et débats (18 heures) Michèle Gazier pour *L'homme à la canne grise* (Seuil). Nous diffuserons un entretien réalisé en janvier avec Jean-Baptiste Gendarme pour *Un éclat minuscule* (Gallimard).

Paroles d'associations (19 h 30) Mobil'douche met en place des services d'hygiène mobiles à destination des personnes sans-abri et mal-logées; avec Ranzika (une des fondatrices).

Radio Libertaria (20 h 30) Sévices Publics (CNT Énergie). William, historien médiéviste, fera une comparaison de la politique du Moyen-Âge avec ce que nous avons actuellement.

Radio libertaire s'écoute partout dans le monde sur le net : <http://media.radio-libertaire.org/>

Les élections ...
ça vous amuse encore ?



Abstention ! Révolution ! Autogestion !
FEDERATION ANARCHISTE
www.federation-anarchiste.org



Ces deux autocollants (en couleurs) sont disponibles à la **Librairie du Monde libertaire**, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Pour ceux n'habitant pas Paris, ils peuvent passer commande à la librairie en joignant un chèque à l'ordre de « Publico ». Pour les tarifs : 1,50 euros les 50 autocollants.

Agenda

Jeudi 23 février

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste recevra Thierry Bourcy, auteur d'une série policière ayant pour cadre la guerre de 14-18, où il fait évoluer Célestin Louise, flic et soldat. Dernier ouvrage paru *Le gendarme scalpé* (Nouveau Monde éditions/Folio policier). À la Bibliothèque sociale, Athénée libertaire 8, rue de Fouquerolles. Entrée libre et gratuite. Table de Presse. Apéro dînatoire.

Vendredi 24 février

Paris XI^e

19h30. *Les lascars du LEP électronique* (documentaire). Hiver 1986, manifestation contre la loi Devaquet, les élèves du LEP électronique se mettent en grève. Entrée libre. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Métros République, Oberkampf, Filles-du-Calvaire.

Paris XIX^e

20 heures. Concert organisé par Larsen Rock avec The Angry Cats, Steve Hooker Trio (Blues Rockabilly – UK) et Bouton Rouge (Garage rock – Paris). À la Péniche Demoiselle, 57, quai de Seine.

Samedi 25 février

Rennes (35)

18 heures. Projection de *Viva Mexico* (N. Defossé, 2010, 120mn). Organisé par le groupe La Digne Rage (Fédération anarchiste de Rennes). Dans un voyage des montagnes du sud-est mexicain jusqu'à la frontière nord avec les États-Unis, le sous-commandant Marcos et le peuple du Mexique dessinent le visage oublié d'un pays. À La cour des Miracles, 18, rue Penhoët. Métro Sainte-Anne.

Paris XI^e

16 heures. Rencontre-débat avec Marie-Claire Calmus autour de ses deux derniers essais : *Dures Procédures* et *Le Symbolisme au Quotidien* (éditions Rafaël de Surtis, 2011 et 2012) à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Métros Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

Vendredi 2 mars

Paris XI^e

19h30. L'ai-je bien lu? Les soirées lecture de la librairie du Monde libertaire. Thème du jour : Gratter la croûte jusqu'au sang. Pikékou et Robert de l'émission Artracaille et quelques autres viendront discuter avec vous de ce bouquin qu'ils ont lu et aimé : *L'intranquille* de Gérard Garouste et Judith Perrignon. 145, rue Amelot. Métros République, Oberkampf, Filles-du-Calvaire.

Samedi 3 mars

Le Mans (72)

16 heures. Le groupe Lairial organise un café libertaire : analyse libertaire des propositions électorales. Exposé, débat. Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

Le Pontet (84)

14h30. Rassemblement devant la prison à l'appel du Stics CNT 84 et du groupe Lucy-Parsons de la CGA : 15^e suicide dans la prison du Pontet, assez de morts en prison !

Jeudi 8 mars

Avignon (84)

20 heures. À quoi sert la prison? Projection : *Qui prier pour oublier?* suivi d'un débat en présence du réalisateur Ekin Ercan, de deux des protagonistes du film : Marc Sluse (ex-détenu), Jean-Marc Mahy (ex-détenu-éduc'acteur-militant) et d'Alain

Cangina (ex-détenu-conteur-militant). Salle de l'antichambre de la mairie d'Avignon.

Samedi 10 mars

Rennes (35)

20 heures. Concert avec Les Slugs (punk-rock, Belgique), Haymarket (anarcho-punk, Nantes) et The Flue Sniffers (anarcho-punk – GBZH). Organisé par General Strike et Happy Culture. PAF 3 euros. Au bar La Paillote, 18, rue Saint-Michel.

Paris XI^e

16h30. Caroline Granier pour la réédition de *Aline-Ali* d'André Léo paru en 1869. Ce livre d'une étrange actualité peut être considéré comme l'un des premiers ouvrages féministes abordant la notion de genres. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Dimanche 11 mars

Entre Lyon (69) et Avignon (84)

13h30. À l'appel du Réseau Sortir du nucléaire et des habitants de la vallée du Rhône, la région la plus nucléarisée d'Europe, organisation d'une grande chaîne humaine entre Lyon et Avignon chaineumaine.org/Informations-pratiques. contact@chaineumaine.org

Jeudi 29 mars

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste recevra à la Bibliothèque sociale Evelyn Mesquida et Serge Utgé Royo pour l'ouvrage *La Nueve, ces républicains espagnols qui ont libéré Paris* (Cherche-Midi, 2011). Entrée libre et gratuite. Table de Presse. Apéro dînatoire, Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles.

COMMENT DIFFUSER LE MONDE LIBERTAIRE GRATUIT ?

Si vous souhaitez devenir diffuseur de ce Monde libertaire gratuit, à parution hebdomadaire, il vous suffit d'indiquer les quantités souhaitées à : administration-ml@federation-anarchiste.org et ce sera avec plaisir que nous vous enverrons les journaux à l'adresse que vous indiquerez (50 exemplaires minimum par commande).

QUI SOMMES-NOUS ?

La Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste est un groupement de militants politiques organisé sur le principe du libre fédéralisme (c'est-à-dire la libre association) garantissant aux groupes et aux individus qui la composent la plus grande autonomie afin de permettre le pluralisme des idées et des actions, dans le cadre d'un pacte associatif que nous appelons nos « principes de base » (disponibles sur demande). C'est notre outil de lutte qui doit être fonctionnel et rationnel. Nous rejetons en effet tout fétichisme d'organisation. Pas de hiérarchie, donc pas de chefs chez nous ! C'est à tous les militants et militantes qu'il appartient de faire progresser leur organisation. Nous ne reconnaissons pas la division dirigeants/exécutants, la participation effective des militants et militantes aux structures collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité. Ces structures fédérales sont : le Monde libertaire hebdomadaire, Radio libertaire, hier parisienne, aujourd'hui planétaire, et la librairie du Monde libertaire, à Paris également. En dehors de ces œuvres fédérales, les groupes ont aussi des locaux, souvent des librairies, éditent des revues, menant ainsi leur propre activité au niveau local.

Les buts de la FA

Nous sommes pour une révolution radicale et globale, à la fois économique, sociale et politique; pour détruire la société fondée sur la propriété privée ou étatique des moyens de production et de consommation; pour la suppression de toutes les formes d'exploitation, de hiérarchie, d'autorité. Cette phase de destruction est nécessaire et c'est sans doute pour cela que certains ne voient ou ne veulent voir les anarchistes que comme des partisans fanatiques du désordre. Qu'ils regardent autour d'eux et qu'ils nous expliquent comment faire pire !

Les anarchistes sont, au contraire, partisans d'une société organisée d'une manière beaucoup plus rationnelle et logique que la jungle capitaliste ou les dictatures marxistes-léninistes. Il s'agit, dans le cadre d'une société libertaire, non pas de gouverner les hommes mais d'administrer les choses au profit de la collectivité tout entière. Nous voulons construire une société libre sans classes ni État, sans patrie ni frontières, avec comme objectifs : l'émancipation des individus; l'égalité sociale, économique et politique; la liberté de création; la justice; l'éducation libertaire et permanente; l'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs (autogestion); la démocratie directe; une économie tournée vers la satisfaction des besoins; l'abolition du salariat; l'écologie; la libre union des individus ou des populations; la liberté d'expression; la libre circulation des individus. Voilà en quelques lignes un aperçu de ce que veulent construire les militants et militantes de la Fédération anarchiste. Rendre possible l'édification d'un ordre social fondé sur l'entraide, la solidarité, sur le respect absolu de l'intégrité physique et morale de l'individu, voilà l'idéal qui nous anime et que nous souhaitons partager avec le plus grand nombre pour un monde meilleur.

Le Monde libertaire en kiosque cette semaine



Pour trouver un point de vente,
rendez-vous sur www.trouverlapresse.com

LE MONDE LIBERTAIRE

Chaque semaine, 24 pages d'informations, d'analyses et de points de vue libertaires chez vous...
c'est possible !

Abonnez-vous !

Offre (re)découverte
4 mois, 16 n^{os} pour 20 € seulement

Soutenez la presse libre et anarchiste !

Toutes nos formules d'abonnement sont consultables sur www.monde-libertaire.fr

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
Le Monde libertaire — 145, rue Amelot — 75011 Paris

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Directeur de publication: Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris) – Dépot légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 – EDRB.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.